

Cet appel est ouvert aux personnes morales de droit belge et des autres États membres de l'Union Européenne.

La Direction générale de l'Énergie invite les candidats à introduire leurs propositions via le formulaire de participation pour le 31 janvier 2020 au plus tard.

L'appel à introduction des propositions et le formulaire de participation sont disponibles sur:

<https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/transition-energetique/fonds-de-transition>

Deze oproep staat open voor rechtspersonen naar Belgisch recht en voor rechtspersonen uit andere Lidstaten van de Europese Unie.

De Algemene Directie Energie verzoekt de kandidaten hun voorstellen aan de hand van het deelnemingsformulier uiterlijk op 31 januari 2020 in te dienen.

De oproep tot indiening van voorstellen en het deelnemingsformulier zijn ter beschikking op:

<https://economie.fgov.be/nl/themes/energie/energietransitie/energietransitiefonds>

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/205121]

11 JUILLET 2019. — Circulaire de la Directrice de la Direction de l'Organisation des marchés régionaux de l'énergie relative à la modification d'unités de production d'électricité éoliennes entraînant une augmentation marginale de puissance

La Directrice de la Direction de l'Organisation des marchés régionaux de l'énergie,

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, l'article 15, § 1^{er} bis, alinéa 1, inséré par l'arrêté du 3 avril 2014 et modifié par les arrêtés des 23 juin 2016, 4 avril 2019 et 11 avril 2019;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, l'article 101, rétabli par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 avril 2019;

Considérant que l'article 15, § 1^{er} bis, alinéa 1, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération stipule que pour les unités de production, sous certaines conditions, le droit d'obtenir des certificats verts est subordonné à l'acceptation préalable par l'Administration du dossier de demande de certificats verts;

Considérant les objectifs européens et wallons concernant la production d'énergie renouvelable;

Considérant que l'innovation technologique permet ponctuellement aux producteurs d'électricité verte d'augmenter de manière marginale la puissance de leurs unités de production;

Considérant que dans la mesure où l'octroi de certificats verts est fonction de la production de l'unité bénéficiant de l'octroi de certificats verts, cette augmentation impose :

1° soit l'ajout d'un second compteur permettant de distinguer la production bénéficiant de certificats verts de la production non-soutenue;

2° soit une correction du dimensionnement de l'unité de production, pour que la puissance effective reste identique à la puissance réservée;

3° soit l'introduction par le producteur, conformément à l'article 15, § 1^{er} bis, alinéa 5, de l'arrêté du 30 novembre 2006, en cas de modification avant la date d'initialisation de l'unité de production, d'un avis de modification du dossier entraînant une nouvelle demande de réservation concernant uniquement ces certificats verts supplémentaires;

4° soit l'introduction par le producteur, conformément à l'article 15ter, § 1, de l'arrêté du 30 novembre 2006, en cas de modification après la date d'initialisation de l'unité de production, d'une demande pour modification significative;

Considérant que l'article 15ter, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 30 novembre 2006, stipule que par modification significative, on entend l'une des modifications suivantes :

1° une modification entraînant une amélioration du gain annuel en CO₂ d'au moins 20 %, obtenue soit par l'augmentation du taux d'économie de CO₂, soit par l'augmentation de la production électrique découlant d'une augmentation de la puissance électrique nette développable soit d'une modification technologique innovante. L'Administration vérifie que l'amélioration du gain annuel de CO₂ trouve son origine dans une des trois causes précitées;

2° le remplacement complet du groupe électrogène arrivé en fin de vie technique dont la durée est calculée et publiée par l'Administration. On entend par "groupe électrogène" l'ensemble constitué, d'une part, du moteur ou de la turbine et, d'autre part, de la génératrice d'électricité, organes de régulation et de commande inclus. Sont exclus, notamment, de cette notion, les éléments tels que les chaudières, les gazogènes et les digesteurs;

3° une modification entraînant un investissement dans l'unité de production pour un montant au moins équivalent à 50 % de l'investissement initial, celui-ci étant établi conventionnellement sur la base de coûts d'investissements standards calculés et publiés par l'Administration;

Considérant que, contrairement notamment à la filière photovoltaïque, il n'est techniquement pas possible de distinguer au moyen d'un second compteur la production marginale non-soutenue, et que dès lors la solution présentée au troisième considérant, 1°, n'est pas applicable aux unités de production d'électricité éoliennes;

Considérant que, contrairement notamment à la filière photovoltaïque, le dimensionnement des unités de production d'électricité éoliennes ne peut aisément être corrigé, et que dès lors la solution présentée au troisième considérant, 2°, n'est pas applicable aux unités de production d'électricité éoliennes;

Considérant que la solution présentée au troisième considérant, 3°, n'est pas toujours praticable, en raison le cas échéant de la faible augmentation de puissance ou de l'épuisement des enveloppes de certificats verts additionnels;

Considérant que la solution présentée au troisième considérant, 4°, implique une actualisation du taux d'octroi à l'introduction du dossier de demande significative, qui n'est parfois pas favorable économiquement au producteur;

Considérant que l'augmentation marginale de puissance est ainsi refusée, ce qui a pour conséquence que ces unités sont bridées et ne produisent pas à hauteur de leur potentiel, entraînant une diminution de l'électricité verte disponible et un manque à gagner pour le producteur;

Considérant que toute augmentation marginale de la puissance non-autorisée entraîne l'application du principe général d'interdiction de l'augmentation, le remboursement des certificats verts trop-perçus, et éventuellement une injonction et une sanction administrative conformément aux articles 54/1 du décret du 12 avril 2001;

Considérant qu'une augmentation de puissance inférieure à 10 % peut être présumée couvrir l'ensemble des cas où l'innovation technologique permet une augmentation marginale de la puissance des installations de production d'électricité éoliennes;

Considérant qu'une augmentation de puissance égale ou supérieure à 10 % peut être acceptée sur base d'une argumentation motivée, notamment en cas de faillite d'un fabricant ou de non-disponibilité sur le marché d'une pièce de rechange;

Considérant qu'une étude des vents est un élément essentiel permettant de constater l'évolution non proportionnelle et non linéaire de la production relativement à une augmentation de puissance;

Considérant que pour permettre une évaluation objective de l'augmentation de production liée à l'augmentation marginale de puissance, il est indispensable que les mêmes paramètres, amenant à un calcul de production en probabilité P90 ou P50, soient utilisés pour évaluer la production de l'unité réservée et de l'unité modifiée,

Informe que :

Article M1. Pour l'application de la présente circulaire, il faut entendre par :

1° "décret du 12 avril 2001" : le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

2° "arrêté du 30 novembre 2006" : l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

3° "augmentation marginale de puissance" : une augmentation de faible ampleur de la puissance installée;

4° "facteur correctif" : facteur permettant la distinction entre la production résultant de la puissance réservée et celle résultant de l'augmentation marginale de puissance. Le facteur correctif est appliqué par l'Administration aux relevés de compteur fournis par le producteur ou l'organisme de contrôle, conformément à l'article 7 de l'arrêté du 30 novembre 2006.

Art. M2. Une augmentation de la puissance des unités de production d'électricité éoliennes ayant fait l'objet d'une réservation conformément à l'article 15, § 1^{er}bis de l'arrêté du 30 novembre 2006 est acceptée si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

1° l'augmentation de puissance est marginale. Une variation inférieure à 10 % est présumée marginale;

2° l'augmentation de la puissance installée est liée à un élément indissociable de l'unité de production d'électricité éolienne réservée;

3° les unités de production sont en ordre de permis;

4° la demande d'augmentation marginale de puissance inclut un dossier comprenant une motivation adéquate et toutes les pièces justificatives nécessaires à l'évaluation par l'Administration de la demande;

5° le dossier de demande inclut un facteur correctif permettant de calculer la production liée à la puissance réservée;

6° le facteur correctif est basé sur des éléments objectifs et mesurables. Les paramètres utilisés pour évaluer la production de l'unité modifiée sont les mêmes que ceux utilisés pour évaluer la production de l'unité réservée. En l'absence d'une étude de mesures du vent, l'augmentation marginale de puissance est présumée causer une augmentation proportionnelle de la production;

7° Le facteur correctif est calculé et motivé par un bureau d'étude indépendant, justifiant d'une expérience pertinente. Un bureau d'étude bénéficiant de l'agrément AMURE est présumé indépendant. Un bureau d'étude présentant les références d'au moins trois réalisations similaires est présumé jouir d'une expérience suffisante;

8° Le dossier de demande est présenté au moins 3 mois avant l'initialisation de l'unité de production ou la modification projetée.

Cette tolérance s'applique que la modification intervienne avant ou après la mise en service de l'unité de production. Lorsque la modification intervient après la mise en service de l'unité de production, les éléments constitutifs du certificat de garantie d'origine, qui sont modifiés ou rendus caducs à la suite de cette modification, sont réintroduits conformément à l'article 8 de l'arrêté du 30 novembre 2006, constituant ainsi un avenant audit certificat.

La production d'électricité verte au-delà de la puissance réservée ne bénéficie pas de certificats verts.

Art. M3. La présente circulaire entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 juillet 2019.

La Directrice de la Direction de l'Organisation des marchés régionaux de l'énergie,

M. HOOGSTOEL

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/205121]

11. JULI 2019 — Rundschreiben der Direktorin der Direktion der Organisation der regionalen Energiemärkte in Bezug auf Änderungen an Windkraft-Stromerzeugungsanlagen, die eine marginale Leistungssteigerung zur Folge haben

Die Direktorin der Direktion der Organisation der regionalen Energiemärkte

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, Artikel 15 § 1*bis* Absatz 1, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 und abgeändert durch die Erlasse vom 23. Juni 2016, 4. April 2019 und 11. April 2019;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachterteilungen an den Öffentlichen Dienst der Wallonie, Artikel 101, wieder aufgenommen durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. April 2019;

In der Erwägung, dass in Artikel 15 § 1*bis* Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms festgelegt wird, dass der Anspruch auf grüne Zertifikate für die Erzeugungseinheiten unter bestimmten Bedingungen die vorherige Annahme durch die Verwaltung des Antrags auf grüne Zertifikate voraussetzt;

In Erwägung der europäischen und wallonischen Zielsetzungen in Bezug auf die Produktion von erneuerbarer Energie;

In der Erwägung, dass technologische Neuerungen es den Grünstromerzeugern ermöglichen, eine marginale Leistungssteigerung ihrer Produktionsanlagen auf punktuelle Weise zu erreichen;

In der Erwägung, dass die Anzahl gewährter grüner Zertifikate von der Produktion der Einheit abhängt, für welche die grünen Zertifikate gewährt werden, so dass diese Leistungssteigerung folgende Maßnahmen benötigt:

1° entweder die Einrichtung eines zweiten, zusätzlichen Zählers, um die Produktion, für die grüne Zertifikate gewährt werden, von der nicht bezuschussten Produktion unterscheiden zu können;

2° oder eine Korrektur der Dimensionierung der Erzeugungseinheit, damit die effektive Leistung gleich der reservierten Leistung bleibt;

3° oder - im Falle einer Änderung vor dem Datum der Initialisierung der Erzeugungseinheit - die Einreichung durch den Erzeuger einer Mitteilung nach Artikel 15 § 1*bis* Absatz 5 des Erlasses vom 30. November 2006 zur Änderung der Akte, die einen neuen Antrag auf Reservierung ausschließlich für diese zusätzlichen grünen Zertifikate veranlasst;

4° oder - im Falle einer Änderung nach dem Datum der Initialisierung der Erzeugungseinheit - die Einreichung durch den Erzeuger eines Antrags in Bezug auf eine bedeutsame Änderung nach Artikel 15 § 1*ter* des Erlasses vom 30. November 2006;

In der Erwägung, dass nach Artikel 15*ter* § 1 Absatz 2 des Erlasses vom 30. November 2006 unter bedeutsamen Änderung eine der folgenden Änderungen zu verstehen ist:

1° eine Änderung, die eine Aufbesserung des Satzes der CO₂-Einsparung um mindestens 20 % zur Folge hat, die entweder durch die Erhöhung der CO₂-Einsparungsquote oder durch die mit einer Erhöhung der entwickelbaren elektrischen Nettoleistung verbundene Erhöhung der Stromerzeugung oder auch durch eine innovative technologische Abänderung erreicht wird. Die Verwaltung prüft, dass die Verbesserung der jährlichen CO₂-Einsparungsquote auf einen der vorerwähnten drei Gründe zurückzuführen ist;

2° der vollständige Austausch des Stromerzeugungsaggregats, das das Ende seines technischen Lebens erreicht hat, dessen Dauer von der Verwaltung berechnet und veröffentlicht wird. Unter "Stromerzeugungsaggregat" versteht man die Kombination, die einerseits aus dem Motor oder der Turbine und andererseits aus dem Stromgenerator einschließlich der Regelungs- und Steuerungsteile besteht. Elemente wie Heizkessel, Gasgeneratoren und Faulbehälter sind von diesem Begriff ausgeschlossen;

3° eine Änderung, die eine Investition in die Erzeugungseinheit für einen Betrag, der mindestens 50 % der ursprünglichen Investition entspricht, zur Folge hat, wobei Letztere auf der Grundlage von durch die Verwaltung berechneten und veröffentlichten standardisierten Investitionskosten durch Vereinbarung festgesetzt wird;

In der Erwägung, dass es im Gegensatz zur Fotovoltaik-Sparte, technisch unmöglich ist, anhand eines zweiten Zählers die nicht bezuschusste marginale Produktion zu unterscheiden, so dass die im dritten Erwägungsgrund Ziffer 1 dargestellte Lösung nicht auf die Windkraft-Stromerzeugungsanlagen anwendbar ist;

In der Erwägung, dass es im Gegensatz zur Fotovoltaik-Sparte, nicht einfach ist, die Dimensionierung der Windkraft-Stromerzeugungsanlagen zu ändern, so dass die im dritten Erwägungsgrund Ziffer 2 dargestellte Lösung nicht auf die Windkraft-Stromerzeugungsanlagen anwendbar ist;

In der Erwägung, dass die im dritten Erwägungsgrund Ziffer 3 dargestellte Lösung in der Praxis nicht immer anwendbar ist, gegebenenfalls wegen der schwachen Leistungssteigerung oder der Ausschöpfung der Pakete von zusätzlichen grünen Zertifikaten;

In der Erwägung, dass die im dritten Erwägungsgrund Ziffer 4 dargestellte Lösung eine bedeutende Aktualisierung der Gewährungsquote bei der Einreichung der Antragsakte voraussetzt, die für den Erzeuger wirtschaftlich manchmal nicht vorteilhaft ist;

In der Erwägung, dass eine marginale Leistungssteigerung demnach verweigert wird, was zur Folge hat, dass diese Erzeugungseinheiten gedrosselt werden, und ihr Potential nicht in vollem Maße genutzt wird, was zu einer Verringerung des verfügbaren Grünstroms und einem Einnahmefall für den Erzeuger führt;

In der Erwägung, dass jede unerlaubte marginale Leistungssteigerung zur Anwendung des allgemeinen Grundsatzes des Verbots der Steigerung, zur Rückzahlung der zu viel erhaltenen grünen Zertifikate und gegebenenfalls zu einer Anordnung und einer administrativen Strafe gemäß Artikel 54/1 des Dekrets vom 12. April 2001 führt;

In der Erwägung, dass davon ausgegangen werden kann, dass eine Leistungssteigerung unter 10 % die gesamten Fälle decken müsste, in denen eine technische Neuerung eine marginale Leistungssteigerung der Windkraft-Stromerzeugungsanlagen ermöglicht;

In der Erwägung, dass eine Leistungssteigerung gleich oder höher als 10 % auf der Grundlage einer mit Gründen versehenen Argumentation akzeptiert werden kann, u.a. im Falle des Konkurses eines Herstellers oder der Nichtverfügbarkeit eines Ersatzteils;

In der Erwägung, dass eine Windstudie ein wichtiges Element zur Feststellung einer nicht verhältnismäßigen und nichtlinearen Entwicklung der Produktion in Bezug auf eine Leistungssteigerung ist;

In der Erwägung, dass es zu Zwecken einer objektiven Einschätzung der Produktionserhöhung anschließend an eine marginale Leistungssteigerung unerlässlich ist, dass dieselben Parameter, die zu einer Produktionsberechnung mit einer Wahrscheinlichkeit von P90 oder P50 führen, zwecks der Einschätzung der Produktion der reservierten Einheit und der abgeänderten Einheit benutzt werden,

Teilt Folgendes mit:

Artikel M1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Rundschreibens gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret vom 12. April 2001: das Dekret vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

2° Erlass vom 30. November 2006: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

3° "marginale Leistungssteigerung": eine geringfügige Steigerung der installierten Leistung;

4° "Korrekturfaktor": der Faktor zur Unterscheidung zwischen der Produktion, die sich aus der reservierten Leistung ergibt, und der Produktion, die sich aus der marginalen Leistungssteuerung ergibt. Die Verwaltung wendet den Korrekturfaktor gemäß Artikel 7 des Erlasses vom 30. November 2006 auf die Zählerstände an, die vom Erzeuger oder der Prüfstelle zur Verfügung gestellt werden.

Art. M2 - Eine Steigerung der Leistung der Windkraft-Stromerzeugungsanlagen, die gemäß Artikel 15 § 1bis des Erlasses vom 30. November 2006 Gegenstand einer Reservierung gewesen sind, wird angenommen, wenn die gesamten nachstehenden Bedingungen erfüllt sind:

1° es handelt sich um eine marginale Leistungssteigerung. Eine Schwankung unter 10 % gilt als marginal;

2° die Steigerung der installierten Leistung hängt mit einem untrennbaren Bestandteil der reservierten Windkraft-Stromerzeugungsanlage zusammen;

3° die Erzeugungseinheiten verfügen über die erforderlichen Genehmigungen;

4° der Antrag auf eine marginale Leistungssteigerung umfasst eine Akte mit einer einschlägigen Begründung, sowie alle Dokumente, die zur Untersuchung des Antrags durch die Verwaltung erforderlich sind;

5° die Antragsakte führt einen Korrekturfaktor an, der es ermöglicht, die mit der reservierten Leistung verbundene Produktion zu berechnen;

6° der Korrekturfaktor beruht auf objektiven und messbaren Elementen. Die zur Einschätzung der Produktion der abgeänderten Einheit benutzten Parameter sind dieselben wie diejenigen, die zur Einschätzung der Produktion der reservierten Einheit benutzt werden. Wenn Windmessungen nicht vorliegen, wird davon ausgegangen, dass die marginale Leistungssteigerung einen verhältnismäßigen Produktionsanstieg mit sich bringt;

7° der Korrekturfaktor wird von einem unabhängigen Studienbüro, das eine zweckdienliche Erfahrung nachweisen kann, berechnet und begründet. Ein Studienbüro, das über die AMURE-Zulassung verfügt, gilt als unabhängig. Es gilt, dass ein Studienbüro über eine zweckdienliche Erfahrung verfügt, wenn es die Durchführung von mindestens drei ähnlichen Projekten nachweisen kann;

8° die Antragsakte wird mindestens 3 Monate vor der Initialisierung der geplanten Erzeugungseinheit oder Änderung eingereicht.

Diese Toleranz gilt, ob die Änderung vor oder nach der Inbetriebnahme der Erzeugungseinheit stattfindet. Wenn die Änderung nach der Inbetriebnahme der Erzeugungseinheit stattfindet, werden die Elemente der Bescheinigung zur Herkunftsgarantie, die anschließend an diese Änderung abgeändert oder hinfällig werden, gemäß Artikel 8 des Erlasses vom 30. November 2006 wieder eingeführt, so dass sie ein Addendum zu dieser Bescheinigung bilden.

Für die Produktion von Grünstrom über die reservierte Leistung hinaus werden keine grünen Zertifikate gewährt.

Art. M3 - Das vorliegende Rundschreiben tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 11. Juli 2019

Die Direktorin der Direktion der Organisation der regionalen Energiemärkte
M. HOOGSTOEL

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/205121]

11 JULI 2019. — Omzendbrief van de Directeur van de Directie Organisatie Gewestelijke Energiemarkten betreffende de wijziging van elektriciteitsproductie-eenheden uit windenergie die een marginale vermogens-toename tot gevolg hebben

De Directeur van de Directie Organisatie Gewestelijke Energiemarkten,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen en uit warmtekrachtkoppeling, inzonderheid op artikel 15, § 1bis, lid 1, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 en gewijzigd bij de besluiten van 23 juni 2016, 4 april 2019 en 11 april 2019;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de Waalse Overheidsdienst, inzonderheid op artikel 101, hersteld bij het besluit van de Waalse Regering van 11 april 2019:

Overwegende dat artikel 15, § 1bis, van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling bepaalt dat het recht om groene certificaten te verkrijgen voor de productie-eenheden onder bepaalde voorwaarden onderworpen wordt aan de voorafgaande aanvaarding door de administratie van het dossier betreffende de aanvraag van groene certificaten;

Gelet op de Europese en Waalse doelstellingen betreffende de productie van hernieuwbare energie;

Overwegende dat de technologische innovatie op gerichte wijze de producenten van groene elektriciteit de mogelijkheid biedt om het vermogen van hun productie-eenheden marginaal te laten toenemen;

Overwegende dat voor deze toename, voor zover de toekenning van groene certificaten afhangt van de productie door de eenheid die deze groene certificaten toegekend krijgt, vereist wordt:

1° ofwel de toevoeging van een tweede meter om het onderscheid te kunnen maken tussen de productie met groene certificaten en de niet-ondersteunde productie;

2° ofwel een correctie in de dimensionering van de productie-eenheid zodat het effectief vermogen identiek blijft met het gereserveerd vermogen;

3° ofwel de indiening door de producent, overeenkomstig artikel 15, § 1bis, lid 5, van het besluit van 30 november 2006, bij wijziging voor de datum van initialisering van de productie-eenheid, van een bericht tot wijziging van het dossier met een nieuwe reservatie-aanvraag tot gevolg, die enkel betrekking heeft op deze bijkomende groene certificaten;

4° ofwel de indiening door de producent, overeenkomstig artikel 15ter, § 1, van het besluit van 30 november 2006, in geval van wijziging na de datum van initialisering van de productie-eenheid, van een aanvraag voor een significante wijziging;

Overwegende dat artikel 15ter, lid 2, van het besluit van 30 november 2006 bepaalt dat onder significante wijziging, één der volgende wijzigingen wordt verstaan:

1° een wijziging die leidt tot een verbetering van de jaarlijkse CO₂-winst van ten minste 20 %, verkregen door een verhoging van het percentage CO₂-besparing of door een verhoging van de elektriciteitsproductie als gevolg van een toename van het netto-ontwikkelaar elektrisch vermogen of van een innovatieve technologische verandering. De Administratie gaat na of de verbetering van de jaarlijkse CO₂-winst het gevolg is van een van de drie hierboven genoemde oorzaken;

2° de volledige vervanging van de generator die aan het einde van zijn technische levensduur is gekomen en waarvan de duur wordt berekend en bekendgemaakt door de Administratie. Onder "generator" wordt verstaan het geheel bestaande uit, enerzijds, de motor of turbine en, anderzijds, de elektriciteitsgenerator, met inbegrip van afstel- en bedieningsorganen. Worden met name van dit begrip uitgesloten, de elementen zoals ketels, gasgeneratoren en gistingstanks;

3° een wijziging die ertoe leidt dat een investering in de productie-eenheid wordt gedaan voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan 50 % van de oorspronkelijke investering, waarbij laatstgenoemde op conventionele wijze wordt vastgesteld op basis van de standaardinvesteringkosten die door de Administratie worden berekend en bekendgemaakt;

Overwegende dat het in tegenstelling met name tot de fotovoltaïsche keten technisch onmogelijk is middels een tweede meter de marginale niet-ondersteunende productie te onderscheiden, en dat de oplossing uit de derde considerans, 1°, bijgevolg niet van toepassing is op de elektrische productie-eenheden uit windenergie;

Overwegende dat de dimensionering van de elektrische productie-eenheden uit windenergie, in tegenstelling tot met name de fotovoltaïsche keten, niet vlot gecorrigeerd kan worden en dat de oplossing voorgesteld onder de derde considerans, 2°, niet van toepassing is op de productie-eenheden uit windenergie;

Overwegende dat de oplossing, voorgesteld onder de derde considerans, 3°, niet altijd in praktijk omgezet kan worden, wegens in voorkomend geval de lage vermogenstoename of de uitputting van de enveloppes van bijkomende groene certificaten;

Overwegende dat de oplossing voorgesteld onder de derde considerans, 4°, een actualisering inhoudt van het toekenningspercentage bij de indiening van het dossier voor een significante aanvraag, die soms economisch onvoordelig is voor de producent;

Overwegende dat de marginale vermogenstoename aldus geweigerd wordt, wat als gevolg heeft dat deze eenheden worden ingetoomd en dus geen productie in volle omvang kunnen bereiken, waardoor er een vermindering in de beschikbare groene elektriciteit en een winstderving voor de producent zich voordoen;

Overwegende dat iedere niet-gemachtigde marginale vermogenstoename de toepassing inhoudt van het algemeen verbodsbeginsel op de toename, de terugbetaling van de teveel geïnde groene certificaten en eventueel een bevel en een administratieve sanctie overeenkomstig de artikelen 54/1 van het decreet van 12 april 2001;

Overwegende dat een vermogenstoename met minder dan 10 % geacht kan worden de gezamenlijke gevallen te dekken waarin de technologische innovatie een marginale vermogenstoename mogelijk kan maken voor de installaties voor elektriciteitsproductie uit windenergie;

Overwegende dat een vermogenstoename met 10 % of meer aanvaard kan worden op grond van een gemotiveerde argumentatie, met name bij een faillissement van een fabrikant of het niet beschikbaar zijn op de markt van een wisselstuk;

Overwegende dat een windmetingsonderzoek een essentieel onderdeel is voor de vaststelling van de niet-proportionele en niet-lineaire evolutie van de productie betreffende een vermogenstoename;

Overwegende dat het, om een objectieve beoordeling van de productietoename gekoppeld aan een marginale vermogenstoename mogelijk te maken, onontbeerlijk is dat dezelfde parameters die leiden tot een productieberekening in een waarschijnlijkheid van P90 of P50, gebruikt worden om de productie van de gereserveerde eenheid en de gewijzigde eenheid te beoordelen,

Meldt dat:

Artikel M1. Voor de toepassing van deze omzendbrief wordt verstaan onder :

1° het decreet van 12 april 2001: het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

2° het besluit van 30 november 2006: het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

3° marginale vermogenstoename: kleine toename in de omvang van het geïnstalleerd vermogen;

4° corrigerende factor: factor die een onderscheid mogelijk maakt tussen de productie uit gereserveerd vermogen en productie uit een marginale vermogenstoename. De correctiefactor wordt door de administratie toegepast op de opmetingen van de meters verstrekt door de producent of de controle-instelling, overeenkomstig artikel 7 van het besluit van 30 november 2006.

Art. M2. Een toename in het vermogen van de elektrische productie-eenheden uit windenergie waarvoor een reservatie is doorgevoerd overeenkomstig artikel 15, § 1bis, van het besluit van 30 november 2006, wordt aanvaard als volgende voorwaarden cumulatief worden vervuld:

1° de vermogenstoename is marginaal. Een variatie lager dan 10 % wordt marginaal geacht;

2° de toename in het geïnstalleerd vermogen is gekoppeld aan een element dat onlosmakelijk verbonden is met de gereserveerde elektrische productie-eenheid uit windenergie;

3° de productie-eenheden zijn behoorlijk vergund;

4° de aanvraag voor een marginale vermogenstoename houdt een dossier in dat een passende motivering bevat, evenals alle verantwoordingsstukken voor de evaluatie van de aanvraag door de administratie;

5° het aanvraagdossier houdt een corrigerende factor in die de productie, gekoppeld aan het gereserveerd vermogen, kan berekenen;

6° de corrigerende factor berust op objectieve en meetbare gegevens. De parameters die gebruikt worden om de gewijzigde productie-eenheid te evalueren zijn dezelfde als die, welke gebruikt worden om de gereserveerde productie-eenheid te evalueren. Bij gebreke van een windmetingsonderzoek wordt de marginale vermogenstoename geacht een verhoudingsgewijze productietoename in te houden;

7° de corrigerende factor wordt berekend en gemotiveerd door een onafhankelijk metingskantoor dat een relevante ervaring voor kan leggen. Een metingskantoor dat de AMURE-erkenning heeft gekregen, wordt onafhankelijk geacht. Een metingskantoor dat referenties voorlegt voor minstens drie soortgelijke realisaties wordt geacht voldoende ervaring te hebben opgedaan;

8° het aanvraagdossier wordt minstens drie maanden voor de initialisering van de productie-eenheid of de overwogen wijziging ingediend.

Deze speling geldt ongeacht of de wijziging voor of na de inbedrijfname van de productie-eenheid heeft plaatsgevonden. Wanneer de wijziging doorgevoerd wordt na inbedrijfname van de productie-eenheid, worden de gegevens van het certificaat van garantie van oorsprong die gewijzigd worden of vervallen na deze wijzigingen opnieuw ingediend overeenkomstig artikel 8 van het besluit van 30 november en vormt dit een aanhangsel bij genoemd certificaat.

Voor groene elektriciteitsproductie voorbij de drempel van het gereserveerd vermogen worden geen groene certificaten uitgereikt.

Art. M3. Deze omzendbrief treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 11 juli 2019.

De Directeur van de Directie Organisatie Gewestelijke Energiemarkten,
M. HOOGSTOEL